

Le retour du patriotisme économique

AMID FALJAOUI

Alors qu'on parle du libéralisme dans tous les cénacles économiques, force est de constater qu'il va plutôt mal. En moins de quelques semaines, on a pu découvrir que c'est plutôt le retour au protectionnisme qui est à la mode. Sauf en Belgique. Démonstration.

Défense d'entrer, cet écriteau pourrait bientôt s'afficher devant le capital de très nombreuses entreprises françaises : le gouvernement français a annoncé qu'il a dressé une liste des secteurs industriels jugés «stratégiques», secteurs dans lesquels l'Etat pourrait interdire le rachat d'une entreprise par un groupe étranger.

L'annonce de cette nouvelle n'a surpris qu'à moitié. D'abord, parce qu'elle vient après l'appel du premier ministre Dominique de Villepin pour, je cite : «plus de patriotisme économique», mais ce n'est pas la seule raison, il est clair aussi que cette liste des secteurs protégés vient après l'affaire Danone. Une

affaire qui a occupé pas mal la presse pendant le mois de juillet dernier. A l'époque, le personnel politique français – qu'il soit de gauche ou de droite – était monté aux barricades pour soi-disant empêcher PepsiCo d'avalier tout cru la société Danone.

En publiant une liste de secteurs protégés, le gouvernement français montre les limites du libéralisme, et surtout le retour à une nouvelle forme de protectionnisme. Mais n'allez surtout pas croire qu'il est le seul à le faire, que du contraire.

FAZIO, L'IMPRÉVISIBLE

En Italie, ce n'est pas triste non plus. Un exemple ? La manière dont Antonio Fazi, le gouverneur de la Banque d'Italie, a contré l'OPA du néerlandais ABN Amro sur Banca Antonveneta a débouché sur un véritable scandale, tant il a favorisé la contre-offre lancée par Banca Popolare Italiana (BPI). A la fin juillet, la

publication par la presse des conversations téléphoniques de Fazi avec Gianpiero Fiorani, le patron de BPI, fait sensation. Au gouverneur qui l'appelle pour lui annoncer qu'il a donné le feu vert à sa contre-OPA sur Antonveneta, Fiorani répond : «Ah, Tonino, je suis ému, j'en ai la chair de poule, je te remercie. Je te donnerais un baiser sur le front, mais je ne peux pas le faire...». Même si l'on prend en compte une certaine exubérance transalpine, ces propos ont paru déplacés entre un banquier et son autorité de contrôle...

La *combinazione* a d'autant plus choqué que le gouverneur « qui règne sur le paysage bancaire italien, comme Louis XIV sur Versailles » a adopté une attitude tout aussi partisane dans l'autre opération du moment, à savoir l'OPA lancée par le groupe espagnol BBVA sur la Banca Nazionale del Lavoro. Et ceci, alors qu'un mois exactement avant la pirouette du *governatore* Fazi, la banque UniCredit avait convolé en

justes noces avec sa consœur allemande HypoVereinsbank (HVB), avec plein consentement des autorités allemandes.

NIVEA N'EST PAS À VENDRE

Après l'exemple de la France et de l'Italie, le chauvinisme économique serait-il donc l'apanage de l'Europe du Sud ? Non pas. L'Allemagne, précisément, en a donné quelques exemples, elle aussi. Le plus emblématique fut l'ancrage allemand du groupe hambourgeois Beiersdorf, le fabricant des produits Nivea. Seul prétendant au rachat : l'américain Procter & Gamble. De mal vue, l'opération devient franchement inacceptable, quand, en septembre 2003, l'ogre de Cincinnati met la main sur Wella, l'autre fleuron de l'industrie allemande des cosmétiques. Un mois plus tard, c'est le groupe hambourgeois Tchibo qui monte à 50 % du capital, tandis que la ville de Hambourg complète le tour de table avec 10 %.

DÉFENSE D'ENTRER

Reste à s'interroger : Les pays anglo-saxons échappent-ils à ce patriotisme économique ? Même pas. Aux Etats-Unis, l'affaire Unocal est exemplaire. La Chine se voyait bien racheter ce petit groupe pétrolier californien sur lequel son compatriote Chevron avait déjà fait offre. Comme ce dernier, la China National Offshore Oil Corp. (Cnooc) engagea des lobbyistes proches de l'administration

Bush, mais on lui fit comprendre qu'elle devait jeter le gant. Même épilogue pour Haier qui dut s'incliner face à Whirlpool dans sa tentative de rachat de Maytag, le fabricant d'électroménager. On n'aime pas trop le capitalisme d'Etat dans les pays anglo-saxons, mais Washington avait naguère laissé la Régie Renault acheter les camions Mack, tout comme Londres avait autorisé les emplettes du français EDF.

Avec une entreprise chinoise contrôlée par Pékin, c'était sans doute un peu trop demander... En réalité, en 2003 déjà, le groupe Hutchinson Whampoa, propriété du milliardaire de Hong-Kong Li Ka-Shing, avait dû renoncer à ses prétentions sur Global Crossing, les autorités américaines lui ayant cherché des poux.

Le libéralisme américain a donc ses limites face aux sorciers de Pékin. Seule la flegmatique Albion semble *definitively* offrir son ventre mou aux ambitions de l'étranger. Même si le rachat de Manchester United par le magnat américain de l'immobilier, Malcolm Glazer, a suscité l'ire des supporters du club.

L'EXCEPTION BELGE

Et en Belgique, direz-vous ? L'affaire Suez-Electrabel démontre une chose : il y a longtemps (depuis la Générale de Belgique) que les Belges ont perdu la volonté de défendre leurs fleurons industriels. Pire, ils font semblant de croire aux promesses

qu'on leur fait. Là encore, quelques exemples suffiront à éclairer le lecteur. Dans l'OPA de Suez sur les actions qu'elle ne détient pas encore d'Electrabel, Suez s'est engagé à maintenir l'emploi chez Electrabel : ce n'est pas nous qui l'écrivons, mais la direction de Suez. Et cela a même été écrit aux représentants du personnel d'Electrabel. Et ce n'est d'ailleurs pas la seule promesse. La direction de Suez a également indiqué à Guy Verhofstadt qu'elle souhaite garder le caractère franco-belge du groupe. En clair, les centres de décision énergétiques resteraient en Belgique. Alors, comme toujours, ce genre de promesses n'engage que ceux qui veulent y croire.

N'étant pas dans le secret des Dieux, nous ne savons pas ce qu'il en sera en réalité, mais si l'on regarde des promesses similaires faites par le passé, on aura sans doute une piste de réflexion.

TROIS EXEMPLES

En 1998, quand Total a pris le contrôle de Petrofina, l'un des fleurons de la Belgique : qu'a dit Thierry Desmaret, le patron français de Total ? Il a déclaré que les centres décisionnels du raffinage et de la pétrochimie resteraient basés en Belgique. Inutile de préciser que toutes les décisions se prennent aujourd'hui à Paris.

Il suffit de se rendre à la gare du midi à Bruxelles pour voir nombre de cadres dirigeants

Tendances

belges prendre chaque jour leur Thalys pour se rendre à la maison mère de Paris.

L'autre exemple, c'est celui des magasins GB repris par Carrefour en 2000. Là aussi, il y a eu une garantie d'autonomie de gestion au niveau local. Aujourd'hui, la plupart des décisions se prennent à Paris : la seule consolation pour les Belges est très maigre ; les deux principaux actionnaires familiaux de Carrefour ont élu leur domicile privé à Bruxelles, mais c'est uniquement pour des raisons fiscales.

Quant à Cockerill Sambre (le groupe est entré dans le giron d'Usinor en 1998, qui deviendra un peu plus tard Arcelor), là encore, on a parlé du maintien des centres de décision en Belgique. La Région wallonne espérait même avoir son mot à dire, en gardant une prise de

participation minoritaire dans Arcelor, mais, là aussi, on a vu que cela n'a mené à rien. La preuve, la Région wallonne a vendu ses parts Arcelor pour financer son plan Marshall, puisque, de toute façon, elle n'avait rien à dire au sein du conseil d'administration d'Arcelor.

MENSONGES EN SÉRIE

Sur la base de ce passé, peut-on espérer que les politiques et décideurs belges ont compris la leçon ? Pas le moins du monde. La meilleure preuve en est administrée par la manière dont Suez a raflé les dernières actions d'Electrabel. Prenons un simple rétroacte des faits. Le 13 mai 2005, le cours de l'action Electrabel n'arrête pas de grimper. Au point que les investisseurs spéculent sur une OPA de Suez sur sa filiale élec-

trique. Répondant à une question écrite du financier Knight Vinke, Gérard Mestrallet, le patron français de Suez, se veut rassurant pour la énième fois et indique « qu'aucun projet n'est sur la table du conseil d'administration ». Bref, circulez, il n'y a rien à voir. En revanche, le 9 août 2005, Suez annonce qu'elle lance une OPA sur le solde des actions qu'elle ne possède pas dans Electrabel. Gérard Mestrallet est donc pris en flagrant délit de mensonge.

Malgré cela, la Belgique refuse de jouer la carte du patriotisme économique. Sur un plan purement économique, cela peut se défendre. Après tout, des auteurs comme Adam Smith ont démontré que tout le monde a intérêt à pratiquer le libre échange. Question : que fait-on quand une série de pays très importants ne respectent plus la règle ? ¶